

Lyon le, 12/11/2014

## Compte Rendu de la rencontre avec le Directeur Général

Mercredi 12 novembre, le Directeur Général des Finances Publiques était en visite à la DISI Rhône Alpes. Il était accompagné par le Chef de Service des Systèmes d'Information. Il s'est rendu dans les établissements Lyon Lumière, Lyon Part Dieu et Meyzieu. Une rencontre avec les organisations syndicales s'est tenue, qui a été l'occasion pour les représentants Solidaires Finances Publiques de faire valoir un certain nombre de revendications.

En introduction, au nom de l'intersyndicale nous avons procédé à la lecture d'une déclaration.

Puis vos représentants ont interpellé le DG sur les récents incidents ayant conduit à des actes inqualifiables et criminels dans plusieurs centres des finances publiques, et demandé que toutes les mesures nécessaires à la protection des agents soient mises en oeuvre.

Nous avons également dénoncé à nouveau les suppressions de postes prévues pour 2015 (2000 emplois) ainsi que le gel persistant du point d'indice. Pour la sphère informatique, nous avons déploré le gâchis que constitue la fin de la mission ONP, ainsi que les annonces faites au dernier GT informatique, à savoir l'expérimentation de regroupement d'une partie des fonctions budget et formation professionnelle au sein de deux DISI référentes au détriment des services de proximité.

Le Directeur Général a rejoint l'indignation de vos représentants sur les incendies des centres de Morlaix et Albertville. Il a confirmé que les ministres mettaient tout en oeuvre pour que les coupables soient punis.

Sur les questions de ressources humaines et budgétaires toutefois, l'unanimité fut moins au rendez-vous, puisque notre Directeur Général a semblé considérer comme évidentes les mesures de réorganisation et d'économie mises en oeuvre pour pallier la baisse des effectifs et des dotations. Selon lui, il n'y a là rien que de très normal, une organisation ayant à s'adapter en permanence.

Nous ne partageons pas non plus son optimisme quant au maintien de toutes les missions dans le même souci d'exigence en matière de technicité et de qualité de service rendu aux bénéficiaires du service public. Comment en effet prétendre garantir de faire autant et mieux avec des plans cumulatifs de restriction de nos moyens.

La chose est cependant admise du bout des lèvres, le DG ayant consenti à reconnaître une priorisation toujours accrue des objectifs, ou encore que la réinternalisation de certaines missions informatiques ne permettait plus le lancement de nouveaux projets.

Interrogé sur la diminution des budgets alloués à l'informatique, il n'a pas contesté cette baisse, répondant qu'une recherche d'économies ne pouvait être mauvaise en soi. Peut-être serait-il alors nécessaire d'en faire moins sur la communication et la promotion de la

dématérialisation au sein de notre direction quand en coulisses s'organisent des coupes dans les investissements et les dotations.

Sur le dialogue social, vos représentants Solidaires Finances Publiques ont dénoncé le fait que la Direction Générale revienne sur certains de ses engagements. Là encore, le DG a rappelé que les engagements ne pouvaient être gravés dans le marbre de l'éternité, façon de dire que les promesses n'engagent que ceux qui ont la naïveté d'y croire. Exemple de cette façon de présenter les choses, à la question du maintien des établissements informatiques existants, il nous a été répondu que la fermeture de sites n'était pas à l'ordre du jour, mais qu'aucune garantie ne pouvait être donnée à plus long terme.

Sur la question indiciaire, le Directeur Général a fait valoir que le point d'indice ne dépendait pas de lui. Il a confirmé par ailleurs la suppression de la prime d'intéressement, amputée cette année de 30 euros, et son remplacement par... une réflexion en cours...

Seule concession obtenue par vos représentants, le DG s'est engagé à améliorer l'information à destination des agents demandant leur mutation sur la DISI, afin d'éviter l'arrivée à Meyzieu de personnels mal informés sur l'activité éditique et les conditions de travail particulières au site. Nous avons rappelé notre revendication de l'affectation la plus fine possible pour que les agents puissent choisir en connaissance de cause.

Pendant 45 minutes il a fallu entendre que tout allait bien dans le meilleur des mondes et qu'il fallait s'adapter aux décisions des politiques.

**Rien de bien nouveau sous la pluie lyonnaise.**